

Programme de propositions

mercredi 22 janvier 2020, par [LA SOCIALE](#)

Le Rassemblement « le Peuple D'abord » appelle et se bat pour l'instauration d'une République souveraine, laïque, sociale, démocratique, laïque, centrée sur la défense du monde du travail,

Louise MICHEL : « Ce n'est pas une miette de pain, c'est la moisson du monde entier qu'il faut à la race humaine, sans exploiteur, ni exploité »(sic)

Al Capone : « Le Capitalisme est le racket légitime organisé par la Classe dominante »

POURQUOI AVONS-NOUS LAISSE FAIRE ? .POURQUOI PERMET-ON AU GOUVERNEMENT MACRONIEN DE SE PAVANER ET DE NOUS PILLER EN CADENCE ACCELEREE, comme ils le font aujourd'hui avec le C.I.C.E, les G.O.P.E, la loi PACTE, ET MAINTENANT LA REFORME DES RETRAITES ? Ce projet est un vol manifeste de l'argent appartenant au peuple : Macron veut dégager un pactole de 312 milliards d'euros, confié aux assureurs : soit une spoliation et un racket d'autant sur les revenus populaires. Et un viol supplémentaire anticonstitutionnel. Il n'y a pas de négociation possible. Pourquoi n'avons-nous pas réagi après le viol du vote de 2005 par Sarkozy contre le TCE, avec la complicité de l'ensemble des députés et des sénateurs ?

La vérité est que, depuis 1980, on assiste à une expansion du libéralisme mondialisé, agressif, sous la forme d'une concentration du capital avec des pôles de puissance comparables aux Etats. Dans cette offensive, il y a une férocité de la part de la Bourgeoisie, épaulée par le pouvoir politique corrompu, à faire basculer sciemment le Peuple français dans le chômage et la pauvreté de masse : 1 million de chômeurs en 1980, 6 millions aujourd'hui, selon la DARES, 6 millions selon nos calculs. 400 000 pauvres en 1970, 9,3 millions aujourd'hui selon l'INSEE, 15 millions selon nos recherches. La Classe dominante prend exemple sur les Etats-Unis, où des millions d'américains vivent dans leur voiture, avec moins de deux dollars par jour. Les hausses généralisées de salaires ont disparu. La création suffisante d'emplois en CDI est très insuffisante, ne permettant pas d'offrir un poste pérenne, rien qu'aux 190 000 jeunes débarquant chaque année sur le marché du travail. La Bourgeoisie alliée avec la petite bourgeoisie intellectuelle génère des inégalités abyssales : ainsi, on est passé d'un écart de revenus de 1 à 20 dans les années 60 à un écart de 1 à 400 aujourd'hui. Elle pille le budget de l'Etat et détruit les services publics.

L'Etat macronien est devenu l'organisme armé de la répression sauvage, totalement assumée des classes populaires : notamment les Gilets Jaunes victimes de blessures inacceptables. Les manifestants anti-réforme des retraites sont matraqués comme du bétail. Tout cela constitue un traitement inhumain du Peuple : même les militants aguerris anti police expliquent n'avoir jamais rien vu de pareil auparavant !

Mais heureusement, le Peuple est de nouveau clairement à l'initiative : d'abord avec la mobilisation contre la loi Sarkosy sur les retraites de 2010, qui a manqué de peu pour réussir. Puis avec le mouvement social anti-Khomri de 2016, qui a donné lieu à 14 journées de mobilisation. Le beau mouvement des Gilets Jaunes a réussi à arracher des miettes à Macron. Enfin, la mobilisation sociale contre la réforme des retraites voulue par Macron atteint son 32ème jour, soit une durée record.

En effet, les journées historiques des 05 et 17 décembre 2019, la durée record de la grève (32 jours), son soutien massif dans l'opinion, la mobilisation de secteurs clefs du public et du privé, sans oublier les Gilets Jaunes toujours présents, tout cela constitue aujourd'hui une résistance politique inédite, ouvrant un nouvel espace des possibles.

La multiplication des grèves a facilité l'union de tous travailleurs, le magnifique combat que mènent tous

les jours, avec l'appui des populations, dans toutes les villes, les jeunes et les moins jeunes, les hommes et les femmes, ainsi que les personnes en situation de handicaps, ces Français des ronds-points, démontrent avec éclat que notre peuple est tout entier engagé dans la lutte et qu'il doit poursuivre et accroître son combat, non seulement jusqu'au retrait de ce projet liberticide : mais aussi jusqu'à l'obtention d'une issue politique nouvelle.

Dans ce cadre, « le Peuple d'abord » prend fermement le parti des classes dominées, et souhaite un débouché politique à cette crise, qui ne soit pas une énième alternance politicienne. Pour que ce mouvement social ne reste pas sans lendemain, il importe de rédiger un programme, afin de préciser l'avenir en commun que souhaitent construire les forces populaires unies : notamment la priorité donnée à une vie décente pour chacun, la lutte contre le chômage et la pauvreté. « Le Peuple d'abord » propose son programme, et soumet modestement le présent document de travail, qui sera porté à la discussion de tous les groupes en présence : gilets jaunes, militants associatifs, notamment d'ATTAC, syndicaux et non organisés, en vue de l'élaboration d'un programme populaire écrit par le Peuple lui-même.

En conséquence, le Rassemblement le « Peuple d'abord ! » :

déclare que c'est seulement par la lutte commune, la structuration du mouvement social actuel, l'élaboration d'un corps d'idées de nature à fédérer les classes populaires et les petites classes moyennes, que pourra être réalisée l'union véritable de toutes les forces sociales populaires de ce pays. Un Peuple puissant capable de se défendre, et la possibilité de trouver un débouché politique à la crise politique actuelle.

« Le Peuple d'abord » se bat activement pour la création d'une République souveraine, sociale, laïque, démocratique, centré sur une véritable défense du monde du travail, en particulier, les salariés modestes, les chômeurs et des pauvres, hélas, les grands oubliés du champ politique depuis les années 80.

Le « Peuple d'Abord » décide :

I°)-INTERNATIONAL :

1°)-La sortie de la France de la zone euro en plan A, autrement dit la sortie du traité de Maastricht. Ainsi que la dénonciation unilatérale de l'OTAN et du traité de Shengen.

2°)- La solidarité internationale de la France avec les pays victimes de l'oligarchie mondialisée sera renforcée. Notre pays participera activement au groupe des pays non alignés de l'ONU.

3°)-Rétablir le contrôle des capitaux.

4°)- "pour un protectionnisme solidaire

5°)-Soutenir véritablement Julian Assange, injustement emprisonné, lourdement médicalisé, jusqu'à sa libération totale. Agir de même avec les autres lanceurs d'alerte.

II°)-ECONOMIE :

II.1°)-S'AGISSANT DES BANQUES ET INDUSTRIES :

6°)-Dans la gestion néolibérale, plus on fabrique des politiques de réduction des déficits, plus on fabrique de la haine sociale. C'est une mécanique perverse avec des conséquences sociales catastrophiques. Pour réduire la dette il n'y a qu'une solution : annuler totalement la dette de l'Etat français contracté auprès des banques privées. Et renationaliser le système bancaire.

7°)- L'abolition de la loi Rothschild de 1973, autrement dit l'article 123 du TCE, empêchant l'Etat de battre monnaie. Désormais, les banques privées seront privées du droit de battre monnaie en échange de taux d'intérêts ahurissants, soit 45 milliards à donner chaque année aux banques.

8°)-Le « Peuple d'Abord » décide la nationalisation des grands groupes industriels comme Alstom et les

industries de la défense. La nationalisation aussi des banques, des services et des médias. Il sera empêché de vendre des industries françaises à des puissances étrangères.

9)-Taxer les banques, sur le modèle du gouvernement espagnol.

10°)-Il sera mené une lutte contre les privatisations de produits agricoles, de matières premières et d'installations industrielles pour le compte de la finance ; paralyser la production destinée à la Finance et ses transports par routes, par fer et par eau. Défendre à l'intérieur de la corporation agricole les producteurs contre les prélèvements excessifs et les taxes.

11°)-rétablissement de tous nos Services Publics avec création de centaines de milliers de postes de fonctionnaires, notamment dans les hôpitaux, les écoles et les lycées..

II .2)-S'AGISSANT DE LA FISCALITE :

12°)- Suppression de toutes les niches fiscales d'un montant total de 80 milliards d'euros.

13)- L'ISF sera rétabli. Une fiscalité plus juste épargnera les ménages modestes, que Macron a fait basculer indûment dans l'imposition. Et taxera à 100% les plus riches dans une tranche prévue à cet effet.

14°)- Sera supprimée la CSG, Contribution sociale généralisée, créée en 1991, pour financer la branche famille, en remplacement des Cotisations Patronales d'Allocations Familiales,

15°)- Fin des privilèges des riches.

SOCIAL :

Il importe de rendre justice à cette exigence sociale élémentaire du monde du travail : non pas simplement gagner sa vie de manière décente, mais, en échange du travail fourni, profiter de la vie, avant et pendant la retraite.

A ce titre, « Le Peuple d'abord » demande :

S'AGISSANT DU TRAVAIL :

16°)-des augmentations substantielles de salaires, avec un SMIC porté à 1800 euros nets par mois, sauf pour les hauts salaires, grands vainqueurs du système. L'Indemnisation à 100% de l'ancien salaire pour les chômeurs. Une sécurité sociale intégrale (maladie, vieillesse, chômage, logement...) à caisse unique sous gestion exclusive des représentants élus des travailleurs.

17)- La création d'un droit de veto donné aux comités d'entreprise afin de contrecarrer le plan social de l'employeur.

18°)- La rédaction d'un nouveau code du travail plus favorable aux salariés sera mené à son terme. A titre transitoire, le code du travail d'avant la réforme de la loi de décembre 2017 sera rétabli.

19°)- Le retour à la retraite à 60 ans et à tous les régimes spéciaux. L'examen de la pénibilité par métier donnera droit à l'obtention d'un régime anticipé de retraite. L'appréciation de la pénibilité du travail ne sera pas fait par les sbires du Capital, mais par le Peuple lui-même, connaissant intimement le parler muet de ses blessures causées par le travail au quotidien.

20)-La hiérarchie de salaires sera réduite dans un écart de 1 à 5, l'écart entre les revenus de 1 à 10. Mais les inégalités ne se limitent pas à un simple classement social. Dès la naissance, les corps des enfants sont saisis par des inégalités de toute sorte. Aux uns, la puissance optimale et la maîtrise des autres et du monde ; aux autres, la fragilité, la précarité, l'accablement ou le dénuement. « Le Peuple d'abord » souhaite donc lutter contre les inégalités, dès l'enfance, de façon notamment à ce que les enfants modestes bénéficient d'actions éducatives non formelles, leur permettant ensuite d'accéder à l'université

et aux Grandes Ecoles.

S'AGISSANT DE L'EMPLOI :

Le retour au plein emploi et la lutte contre la pauvreté seront les deux axes principaux de notre Gouvernement. Cette priorité donne lieu à deux actions prioritaires :

21°)-Un plan de relance keynésienne : son programme prévoit notamment la création de centaines de milliers d'emplois créés dans tous les secteurs, grâce à une politique de relance keynésienne. La politique de rigueur à vie menée depuis 1996 casse la croissance et l'emploi. Inversement, une politique de relance keynésienne est de nature à créer des millions d'emplois et d'activités, tant dans le secteur privé que dans le secteur associatif.

22°)-Création de 2 millions d'emplois dans le secteur associatif réservés aux chômeurs de longue durée et aux pauvres.

23°)-Les françaises, français sans perspective en terme d'emploi percevront un revenu minimum social égal à 1000 euros.

POLITIQUE :

24)-« Le Peuple d'abord » invite les responsables des organisations existantes, Gilets Jaunes, syndicats, associations, à former des assemblées citoyennes de villes et de villages, d'entreprises, visant à rédiger une nouvelle Constitution.

25°)- Mettre en place un système de démocratie directe : le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) Abrogatoire, Constituant, Législatif et Révocatoire.

26)- Fin de la démocratie représentative et des professionnels de la politique vivant pour et par la Politique. Et qui sont aussi subventionnés par un dispositif de financement de la vie politique, permettant de surveiller leurs choix politiques.

27°)- Sera rétabli le strict respect des Libertés Publiques constitutionnellement reconnues, notamment la liberté totale de manifester et de faire grève. En conséquence, la publication d'arrêtés préfectoraux interdisant une manifestation est formellement interdite. Il en est de même de l'usage de nasses, gaz lacrymogènes, garde à vue, et assignations judiciaires des personnes manifestant dans la rue. Il importe de lutter contre la violence, policière ou non, faite aux personnes défendant leurs revendications sociales. Et d'aider les citoyens engagés à se défendre, enlevant ainsi des forces à l'ennemi et augmentant le potentiel humain de la résistance.

28°)- Rétablir l'Etat dans ses prérogatives et notamment dans ses missions régaliennes est une condition nécessaire pour affronter le défis humains ; sociaux et politiques qui s'annoncent.

29°)- Réorganiser et épurer Police et magistrature, afin qu'elles redeviennent au service du Peuple.

30°)- Le respect de la laïcité sera une priorité : la laïcité est non seulement le principe juridique de la reconnaissance de la liberté de conscience et de culte de chacun, mais aussi le principe politique de la séparation du pouvoir politique et de la religion. Construire l'unité du peuple, c'est penser la mise à l'écart des questions relevant de l'intime (comme la religion) et c'est donc nécessairement la laïcité.

CULTUREL :

31°)- Construire une école qui :
doit transmettre des outils pour penser et ne pas être soumis à la pensée des autres.
Une culture : l'idéal de la culture humaniste.
Des qualifications acquises au cours du système éducatif.

32°)-Aujourd'hui, le pouvoir libéral repose sur le Mensonge majuscule, pierre angulaire du système. Le Capital veut nous enfermer dans le seul binôme travailler/consommer, et surtout que l'on ne réfléchisse jamais par soi-même. D'où l'importance de développer aussi, dès le plus jeune âge, le jugement critique et l'enseignement de la philosophie aux enfants, adolescents, et à tous les adultes qui le souhaitent, par des ateliers d'écriture et d'expression orale, où il n'y aura pas d'échec, puisque pas de notes in fine